

Couacs en série des entités fédérées

■ Fédération Wallonie-Bruxelles, Région bruxelloise... Cacophonie sur la sécurité.

La Belgique est un pays compliqué. Les institutions s'y superposent dans une lasagne de niveaux de pouvoir. Mais, malgré le maintien inquiétant du niveau d'alerte antiterroriste à son maximum, les ego politiques ont encore un peu plus aggravé le pittoresque dysfonctionnement belgo-belge. Explications.

Alors que la vie de la Région-Capitale est paralysée par les mesures de sécurité antiterroristes, différents responsables se sont livrés, à nouveau, à une communication hasardeuse dans un domaine qui touche pourtant si particulièrement la population.

Crèches rouvertes, puis fermées...

Lundi, l'Ocam (l'organisme indépendant en charge de l'analyse de la menace) a fourni aux autorités une nouvelle évaluation du niveau d'alerte antiterroriste. Mais, sans attendre cette analyse, la Ville de Bruxelles a annoncé que les crèches pourraient rouvrir sur son territoire avant de se rétracter, laissant des milliers de parents dans le doute sur la manière dont la journée de mardi va se dérouler. Car, finalement, les crèches resteront bien fermées aujourd'hui, tout comme elles l'étaient lundi.

Ce couac dans la communication

fait suite à une série d'autres boulettes ces dernières heures où, par exemple, les ministres de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont annoncé qu'un accueil des élèves serait organisé lundi dans les écoles alors qu'en fait, ce n'était pas le cas.

A bonne source, on nous confirme également que les institutions d'enseignement ont dû être fermées en raison des propos de la ministre en charge du dossier, Joëlle Milquet (CDH), sur la sécurité dans les écoles.

A la base, pour les enquêteurs, la menace terroriste concrète qui a provoqué le relèvement à 4 du niveau d'alerte en Région bruxelloise ne visait pas l'enseignement. Toutefois, à force d'en parler dans les médias, la sécurité des écoles est devenue un sujet de préoccupation réelle pour les spécialistes de l'analyse de la menace d'attentat. Par précaution, ils ont finalement demandé la fermeture des établissements lundi (et également encore ce mardi).

Les Flamands énervés

Cette cacophonie venant des entités fédérées (et des autorités locales bruxelloises) a provoqué beaucoup d'énervement durant le Conseil national de sécurité qui s'est réuni lundi après-midi, après que l'Ocam a remis son analyse préconisant le maintien du niveau 4.

Dans cet organe politique qui réunit les poids lourds du gouvernement fédéral mais qui associait aussi le ministre-Président de la Région bruxelloise, Rudi Vervoort (PS), et le ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte (PS), les voix flamandes se sont particulièrement élevées contre la gestion du dossier sécuritaire du côté des institutions régionales et communautaires des francophones. Les Flamands leur reprochant une communication prématurée et contredisant les réelles décisions, ainsi que l'adoption de mesures dépassant les demandes initiales du fédéral et ayant notamment transformé la Région bruxelloise en

un désert commercial ces derniers jours.

C'est ce climat tendu au sein du Conseil national de sécurité qui a provoqué le report en soirée de la conférence de presse, prévue en milieu d'après-midi au 16, rue de la Loi, sur le niveau d'alerte et l'état des mesures antiterroristes. Dans ce contexte, Rudy Demotte et Rudi Vervoort se sont fait quelque peu sermonner par les ministres fédéraux...

Frédéric Chardon